



Marseille, le 13 février 2018

**Monsieur Renaud MUSELIER**

Président du Conseil Régional Sud  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Député Européen

**OBJET : PREAVIS DE GREVE POUR LA JOURNEE DU 22 FEVRIER 2018**

Monsieur le Président,

**Par la présente, la CGT dépose un préavis de grève couvrant l'intégralité des personnels du Conseil Régional PACA pour la journée du 22 février 2018 de 0h00 à minuit.**

Les salariés, retraités, privés d'emplois, jeunes et fonctionnaires subissent des attaques sans précédent de la part de Macron et du gouvernement Philippe.

**La CGT ne restera pas sans se battre. Les droits des salariés et nos services publics, gagnés par la force de nos luttes permanentes ne disparaîtront pas d'un trait de plume. La CGT en appelle à l'ensemble de celles et ceux qui subissent au quotidien ces attaques afin que nous relevions la tête collectivement.**

Notre pays est riche, la répartition de cette richesse, produite par les salariés n'a jamais été aussi mal répartie. L'extrême minorité des plus riches ne cesse de s'enrichir (la France compte 39 milliardaires, qui à eux seuls cumulent 245 milliards de dollars, et ont vu leur gain financier grimper de 21% en 1 an), les actionnaires encaissent des milliards d'euros, et dans le même temps notre pays compte 8 millions de pauvres, 4 millions de chômeurs, et ce sont des milliers d'emplois qui continuent d'être détruits alors que les gains de productivité augmentent. Mais, **ensemble, nous pouvons inverser ces choix et gagner le progrès social.**

La fonction publique est sur la première ligne de front d'attaque du gouvernement. Ce sont 120.000 emplois qui sont prévus de disparaître, dont 70.000 dans la territoriale. Ce sont donc des missions publiques qui ne seront plus assurées. Les attaques contre le statut sont le moyen pour le gouvernement d'en finir au plus vite avec ceux qui font vivre le service public, nous, les fonctionnaires. **Le but n'est même pas caché : faire entrer la « culture de l'entreprise », nous privatiser, non pas parce que nous aurions démérité mais bien pour faire entrer la manne financière que nous représentons dans les caisses des spéculateurs boursiers. Place au fric. Finie la neutralité. Finie l'égalité. Fini le service public.**

**La CGT appelle l'ensemble des agents à se battre et à se mobiliser.**

A la Région PACA nous ne sommes pas en reste, loin de là. **Nous ressentons dans notre quotidien** toutes les implications de la déclinaison de la vision libérale du travail : nous devons être licenciables (pas de déprécarisation et recours à des agents contractuels), interchangeables (réorganisations sans fin avec agents que l'on déplace comme des pions, manque de personnels donc on doit effectuer toutes les missions...), mobiles (avoir plusieurs postes de travail). Nous devons également palier au manque de personnel avec la surcharge de travail, tout cela sans aucune reconnaissance ni dans son déroulé de carrière ni dans son salaire ! La CGT dit STOP !

**Le préavis de grève ouvrant par obligation une négociation avec notre employeur, nous listons nos revendications urgentes pour améliorer nos conditions de travail :**

- **Non application** de la mise en place du **jour de carence** : nous demandons à ce que notre collectivité en appelle à « la libre administration des collectivités » afin de ne pas appliquer cette mesure injuste et stigmatisant les malades !
- **L'arrêt de toutes procédures consistant à se baser sur le mérite** (notion indéfinissable de manière objective !) pour les promotions et primes
- Le retour au quota et ratio à 100% pour les avancements de grade. Ça suffit de faire des économies sur la carrière des agents
- La tenue des CAP sur un calendrier ne lésant pas les agents
- **L'augmentation du point d'indice**
- Revoir le projet de **déménagement** pour répondre aux revendications des agents
- **L'accès à un ordinateur pour tous les agents et accès à la formation de son utilisation** ! les agents du service général dans les lycées ne sont pas des sous-agents, ils doivent avoir les mêmes droits d'accès aux informations sur leurs boîtes professionnelles, sur leur temps professionnel.
- **La suppression immédiate du QCM**
- Un plan de **déprécarisation** pour l'ensemble du personnel
- L'ouverture de négociations pour **les personnels du CREPS**
- **La réduction du temps de travail** avec le passage aux 32h (mesures créatrices de plus de 2 millions d'emplois dans notre pays)
- Le retour sur l'intranet de la note sur **le temps spécifique de travail des ARL** et la garantie qu'il n'est pas entrain d'être révisé à la baisse
- Le maintien **du cadre d'emploi des ARL**

L'attaque étant globale, la réponse doit l'être aussi. Déjà des dizaines de professions ont déposé pour le 22 février des préavis de grève et se retrouveront, chacun sur leurs revendications et sur nos revendications communes pour gagner le progrès social. Ensemble nous sommes plus forts.

Pour la CGT,  
Le secrétaire général,

COUSTON Yves

